



REPRISE PRINTANIÈRE DES EXPULSIONS

Squatters à la rue

EDITORIAL**Ils ont voté, et puis après ?**

Ils ont voté. Le matraquage contre l'abstention aura même un peu payé : seulement 29,4% de non votants aux régionales. Ce qui n'est déjà pas mince, mais moins important que les sondages et les angoisses des politiciens ne laissent entendre.

Ouf, les apparences sont sauvées ! Les apparences, car pour les résultats c'est plutôt la douche froide. Pour le PS, c'est même la chute libre. Et la droite ne s'en sort pas pour autant. Ce sont les éclos (toutes tendances confondues) qui voient la vie en vert et les fascistes (la vie en brun !).

Laissons aux amateurs les analyses politiciennes... Si les élections changeaient quelque chose ça se saurait.

Ils ont voté, et puis après ?

Après, ça recommence comme avant, mais avec l'extrême droite en prime.

Entre les amoureux traditionnels de la délégation de pouvoir et les électeurs du FN, la voie de la Sociale est encore bien étroite et bien longue. Il va falloir s'armer de patience.

A l'occasion d'incidents survenus les 14 et 16 mars sur les pentes de la Croix-Rousse à Lyon entre squatters et forces de l'ordre, le public a pu prendre connaissance de la fin de la trêve d'hiver, qui empêche toute expulsion dans l'Hexagone entre décembre et mars.

Spéculation immobilière, hausse des loyers, expulsions... le cycle infernal continue, broyant les citadins pour le plus grand profit des affairistes et autres politiciens constituant ni plus ni moins qu'une mafia.

L'HIBERNATION est terminée. Les CRS sortent des casernes, les huissiers de leurs bureaux, les propriétaires de leur sommeil. A Lyon, la ficelle s'est réveillée le 16 mars dans le quartier de la Croix-Rousse en pratiquant l'expulsion du Rap'Thou (lire « Expulsions de squatters : l'offensive de printemps ») ; alors qu'à Paris, la trêve prend fin le lundi 30 mars. Rares sont les villes et villages qui comme Honfleur (dirigée par un maire communiste) vont se singulariser en interdisant la moindre expulsion sur leur territoire communal.

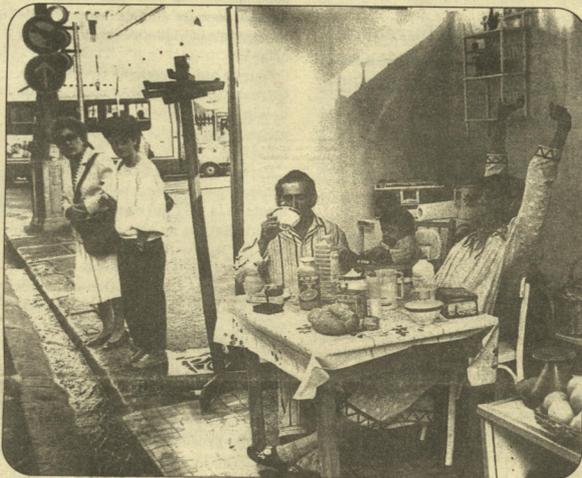
Pour les squatters et autres mal-logés, les batailles de rue vont pouvoir recommencer là où ce n'est pas déjà le cas. L'abbé Pierre est optimiste. « Il risque d'y avoir cette année un grand

nombre d'expulsions », dit-il dans une interview au *Parisien* du 16 mars (propos repris par Bernard Thomas dans le *Canard enchaîné* du 18). Les 40 000 sans-abri seront heureux d'apprendre que les trottoirs de nos belles cités et les terrains vagues seront mis à leur disposition. Emmaüs et ses tentes bleues vont ainsi égayer notre horizon social particulièrement grisâtre.

Les chômeurs, les précaires, les fin-de-droit, les moins que rien, les artistes en quête d'ateliers, les alternatifs ayant érigé le squat en mode de vie et autres auront au moins le privilège de faire bosser flics, curés, huissiers et... promoteurs.

Le printemps est une saison formidable, ça serait bête de ne point le vivre pleinement.

A. D.



En 1985, occupation symbolique d'un abri-bus à Marseille. © G. Fouet/AFP.

LYON

Expulsions de squatters : l'offensive de printemps !

Le samedi 14 mars une manifestation pacifique de squatters lyonnais connaît une issue tragique en raison d'une intervention policière démesurément violente. Le lundi 16, les forces de l'« ordre » récidivent en mettant fin à l'existence du Rap'Thou, un local associatif alternatif des pentes de la Croix-Rousse.

Le lundi 16 mars à six heures du matin, une compagnie de CRS boucle le pâté de maisons abritant une ancienne usine, située rue du Thou, dans le 1^{er} arrondissement de Lyon, à deux pas de l'Hôtel-de-Ville où règne Michel Noir.

Des « civils » quadrillent tout le secteur. Chaque carrefour et chaque endroit où pourraient se former des groupes sont surveillés étroitement.

Tout ceci se fait le moins discrètement possible. Il s'agit de montrer que le pouvoir met tout en œuvre pour garantir le droit à la propriété. A quelques jours des élections ça peut payer...

C'est que l'affaire est grave ! Depuis février 1991, des squatters utilisent ces locaux vides. Ils sont sans droit ni titre, bien entendu ! La Fondation Dorothee-Petit, association caritative (?), propriétaire des lieux, décide le 15 mars (un dimanche) de louer son bien pour maintenir en activité une maison de retraite à Irigny. Qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour les petits vieux !

Noir et le Préfet organisent donc en 24 heures l'expulsion desdits squatters, sans

procès, par leurs simples « pouvoirs de maintien de l'ordre », dont ils usent et abusent ! Quelle belle entente et quelle pugnacité contre de simples squatters !

Le hasard veut aussi que l'hiver juridique se termine le 14 mars à minuit. Quelle chance pour les petits vieux !

De toute façon, les électeurs seront contents de l'efficacité de leurs élus car tout

La préméditation et les coups fourrés de l'Etat

se déroule dans un ordre parfait : commandos cagoulés sur les toits, attaque simultanée à l'heure H, par toutes les issues, avec des groupes bien entraînés, munis de fusils lance-potates, groupes de protection... Je n'ai pas vu de tireurs d'élite mais il est vrai que ces gens sont très discrets... Franchement, on en eut pour notre argent !

Bilan de l'opération : une bonne trentaine d'interpellations. Aucun blessé parmi nos

La fin de la trêve d'hiver, qui empêche les expulsions de squatters, commence bien mal. A n'en pas douter, la belle saison s'annonce chaude.

A Lyon et ailleurs, la vigilance est de mise pour les occupants sans droit ni titre, sans oublier la solidarité que nous nous devons tous en ces heures d'adversité policière.

valeureux soldats. Quelques ecchymoses chez les squatters, mais que voulez-vous, il fallait bien les réveiller ces parasites ! (Je l'ai entendu dire par un « civil »).

Tous seront relâchés en fin de matinée, après un fichage en règle, cela va de soi.

Les logements squattés sont détruits (il y a encore des locataires dans l'immeuble), portes arrachées, sanitaires brisés, la routine quoi. Quant à l'usine, elle est murée dans les règles de l'art. On se demande bien qui va la louer dans cet état.

Il y a belle lurette que maire, promoteurs et ficelle attendaient leur heure !

Sur les pentes de la Croix-Rousse, les squatters, on connaît. Depuis le temps qu'ils dénoncent la spéculation immobilière, l'expulsion des petits vieux et petites vieilles (à Irigny ?), des immigrés, des chômeurs et autres précaires, qu'ils affirment, dans les faits, le droit à vivre où l'on veut et comme on veut !

Ils font désordre dans le décor que s'efforcent de façonner bourgeois, artistes branchés, politiciens et sociétés immobilières, pour leur plus grand profit.

(suite p. 3)

GÉOPOLITIQUE

Mutations africaines

Difficile en quelques lignes de retracer l'histoire d'un continent. Xavier Merville, en introduction à une prochaine soirée consacrée à l'Afrique politique, économique et sociale organisée par le *Monde libertaire*, nous présente, néanmoins, de façon forcément simplifiée cette histoire mouvementée.

Avant la conférence de Berlin en 1885, les Européens ne tentèrent pas de prendre possession de l'espace intérieur africain, sauf en Algérie et en Afrique du Sud. Auparavant, les sociétés africaines s'entre-déclaraient en raison des accords passés avec les marchands européens et

arabes. Les négriers européens fournissaient en esclaves les Etats-Unis, le Brésil et les Antilles à partir du golfe de Guinée. Les Omanis contrôlaient les côtes de l'Afrique de l'Est, et pourvoyaient aux besoins des foyers ottomans et arabes ; les Touaregs assurant le transit trans-saharien vers l'Algérie et le Maroc.

La pénétration européenne a été traumatisante, car pillage et racisme à grande échelle ont remplacé le commerce. L'Europe a bâti son industrialisation sur l'Afrique (et les Indes), par l'exploitation des ressources minières, entraînant la construction d'infrastructures de transport, sur la base du travail forcé. Il est aussi bien connu que les Etats européens n'ont absolument pas tenu compte des cultures des populations pour découper des entités sous-étatiques. Aussi, dans les années 60, les handicaps des pays décolonisés seront multiples : complexe d'infériorité, lié à l'absence de formation

(suite p. 5)

**LES DOCKERS DE
SAINT-NAZAIRE**

P. 6

T2137 - 864 - 10,00 F



F°P. 2520

SYNDICALISME PARISIEN

Lettre ouverte au secrétaire de la Bourse du travail

Il y a quelques semaines, l'actuel responsable de l'administration de la Bourse du travail de la rue du Château-d'Eau à Paris, Michel Devacht, militant CFDT de son état, refusait l'accès d'une salle aux défenseurs syriens des droits de l'homme, opposés au régime de Hafez El Assad. Quelque temps après, il récidivait pour d'autres réunions non strictement syndicales, empêchant, par exemple, les collectifs ou coordinations de se réunir en ces lieux.

Pour dénoncer cet arbitraire pour le moins bureaucratique, Jacques Toublet, secrétaire du Syndicat des correcteurs CGT lui a adressé une lettre ouverte que nous reproduisons. Lettre dans laquelle il rappelle l'esprit des fondateurs des Bourses du travail : « Solidarité internationale envers les travailleurs et les syndicats réprimés »...

MONSIEUR le Secrétaire général, La Bourse du travail de Paris n'est pas qu'un simple bâtiment construit durant la Troisième République et dans lequel sont logés les syndicats de la capitale. Elle n'est pas qu'une commodité utilitaire - elle symbolise aussi le mouvement ouvrier parisien, ses changeantes réalités, ses revendications et ses luttes ainsi que les espoirs et les solidarités vécus par les travailleurs et les militants syndicalistes.

Chacun se souvient avec émotion de la photo qui montre sa façade barrée du bien connu : « A partir du 1er Mai 1906, nous ne travaillerons plus que huit heures par jour ! » Lorsqu'on va de salle en salle tout au long de ses corridors, ce sont des noms chargés d'histoire qu'on aperçoit, Varlin, Louise Michel, Pelloutier, Jouhaux ou encore Ambroise Croizat. Et on comprend sans peine l'intention de nos anciens, de ceux qui, avant nous, ont géré la Bourse et animé le mouvement syndical parisien, d'immortaliser en quelques figures de militants notre histoire et les combats du peuple de Paris, depuis l'organisation des premiers syndicats et la Commune jusqu'à la résistance contre l'occupant nazi et le régime anti-ouvrier et antisindicaliste du maréchal Pétain.

En sous-sol, la petite salle qu'on désignait hier comme la Petite Salle de grève porte encore le nom de Francisco Ferrer. Nos anciens eurent sans doute à cœur de rappeler le militant laïc, créateur de l'Ecole moderne et ami du mouvement ouvrier, que la réaction cléricale et obscurantiste fit fusiller, à l'orée du siècle, dans les fossés de la forteresse de Montjuich. Ce nom est le symbole de l'internationalisme du mouvement syndical.

Notre Bourse du travail, depuis sa fondation et dès l'origine du mouvement syndical, et les militants des diverses sensibilités se sont inscrits vigoureusement dans la défense des libertés qu'il est de coutume d'appeler fondamentales ainsi que dans une énergique solidarité internationale envers les travailleurs, les démocrates, les syndicalistes réprimés par les pouvoirs d'Etat.

Pourquoi, alors, avoir interdit les locaux de notre Bourse vénérable à ceux qui se sont fait un devoir d'informer l'opinion publique que plus de 14 000 personnes sont détenues dans les geôles de la république de Syrie, le plus souvent de manière extrajudiciaire, sans inculpation ni jugement ? Parmi elles, sont emprisonnés plus de huit cents syndicalistes, nos camarades, dont l'un, Umar Khakhash, ancien secrétaire de l'Union des travailleurs d'Alep, depuis onze ans.

N'invoquez pas pour votre défense, je vous prie, le fallacieux prétexte de la « politique », de laquelle votre confédération prétend aujourd'hui se détourner, alors qu'elle l'adora tant naguère, lors des Assises pour le socialisme ou pendant l'autonomie engagée.

« Vous, vous n'avez pas su éviter une telle faute contre la solidarité internationale ! »

Il apparaissait acquis dans le mouvement ouvrier que nous, les syndicalistes, tous ensemble, quelles que soient par ailleurs nos divergences, nous combations, partout dans le monde, pour les libertés publiques et les droits de l'homme. Au cours des débats qui précéderont l'unité syndicale de 1936, Léon Jouhaux, dont on connaît l'attachement à l'indépendance syndicale, avait approuvé l'idée que la neutralité du mouvement syndical « à l'égard des partis politiques ne saurait impliquer son indifférence à l'égard des dangers qui menaceraient les libertés publiques... »

Pour ce que nous connaissons de votre confédération, elle a bien appliqué cette orientation elle aussi, que ce soit pendant l'Occupation ou bien durant les guerres coloniales menées par l'Etat français. Plus près de nous, celui qui écrit ces quelques lignes peut témoigner qu'il milita, jusqu'à la chute de la dictature franquiste, au sein du Comité d'Espagne libre dont le président d'hon-

neur était le regretté camarade Eugène Descamps, à l'époque secrétaire de la CFDT. Nous avons été quelques-uns du Syndicat des correcteurs à travailler avec la CNT et l'USO clandestines en collaboration avec le secteur international de votre confédération, notamment avec le camarade Pierre Evin. Nous nous sommes réunis bien souvent à la Bourse, à cette époque. Il s'agissait de solidarité ouvrière et syndicaliste, mais aussi de politique, et nous nous ingériorons le plus possible dans les affaires intérieures de la péninsule ibérique, sans grand succès, hélas !

Pour ce qui concerne le Syndicat des correcteurs, nous menons depuis de nombreuses années, avec nos faibles moyens, une activité de solidarité internationale.

Permettez, monsieur le secrétaire général, que je vous rappelle que les syndicats de la CGT qui n'approuvaient pas les orientations du bureau confédéral de la CGT après le coup d'Etat du 13 décembre 1981 en Pologne avaient constitué une Coordination syndicale CGT pour Solidarité, dont le siège se trouvait à la Bourse du travail, dans le local du Syndicat des correcteurs. Vous souvenez-vous que cette Coordination appela, courant janvier 1982, à de nombreuses réunions, y compris dans la grande salle Ambroise-Croizat ? Déjà, l'année précédente, nous avions pu réunir, en la grande salle de l'annexe Varlin du boulevard du Temple, des représentants des divers syndicats clandestins d'Europe de l'Est.

Après tous les bouleversements que nous avons vu se dérouler dans cette région du monde, il n'est plus à l'ordre du jour de rappeler ces quelques petites initiatives, sinon pour souligner que, bien que la direction de la CGT ne fût guère satisfaite de la tenue de telles réunions publiques, à Paris, dans la Bourse du travail dont le secrétaire de l'époque, Jean Braire, était un de ses militants, notre syndicat a pu organiser ces réunions sans difficultés particulières. Victor Fainberg et Vladimir Borissov n'ont pas été interdits de parole dans la Bourse du travail, et Kowalewsky et tous les autres !

Vous, vous n'avez pas su éviter une telle faute contre la solidarité internationale ! Etes-vous sûr qu'en fermant notre Bourse aux défenseurs syriens des droits de l'homme vous étiez, à ce moment-là, indépendant, au-dessus des querelles partisans, agissant en conformité avec ce que votre confédération appelle l'humanisme chrétien ? N'avez-vous pas, au contraire, fait preuve de servilité envers le pouvoir en place à l'Elysée et le parti politique qui est majoritaire au Parlement ?

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Rotas de l'île de France, 20, rue de la Victoire, 93150 Le Blanc-Mesnil
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

pour que rien ne vienne ternir le voyage de M. Dumas en Syrie ? Et nous avons appris depuis que cette visite avait été reportée...

La réunion s'est tenue, néanmoins, mais ailleurs. Le président de la Fédération internationale des droits de l'homme, alerté par le caractère totale-

« ...il n'est pas concevable qu'un syndicaliste prenne à sa charge la raison d'Etat. »

ment bureaucratique de votre décision - pas d'explication, pas de recours, des bureaux inoccupés et des téléphones qui ne répondaient pas alors que la salle retenue l'avait été par l'Union départementale CGT - a élevé une énergique protestation contre l'interdiction qui a frappé, de votre fait, la journée de solida-

rité avec les détenus politiques en Syrie. Abraham Serfaty, présent au meeting, a réprouvé qu'un des hauts lieux de la solidarité ouvrière soit fermé aux droits de l'homme.

Vous jugerez peut-être que nous nous adressons à vous d'une manière un peu rude ; il ne s'agit que d'un incident, pourriez-vous plaider, qu'on pourrait estimer bien mineur, entre la guerre de conquête de la Croatie, la réunion de Maastricht et les trois millions de chômeurs.

Quels que soient les conséquences ou le contexte d'une décision, il n'est pas concevable qu'un syndicaliste prenne à sa charge la raison d'Etat. Laissons cela aux politiques.

Faisons, nous, notre travail de syndicalistes. Et nous avons la faiblesse de penser que notre mouvement syndical et les travailleurs que nous représentons ne s'en porteront que mieux !

C'est sur ce souhait, monsieur le secrétaire général, que nous vous prions de recevoir nos salutations syndicalistes.

Pour le comité syndical, le secrétaire délégué : J. Toublet

Sur Radio Libertaire - Paris (89.4 FM)
 écoutez chaque samedi
 de 11 h 30 à 12 h 30
 « Les Chroniques rebelles »
 et de 12 h 30 à 14 h 30
 « La Chronique syndicale du samedi »

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot
 75011 Paris.
 Tél. : (1) 48.05.34.08.
 FAX : 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays
 A partir du n° (inclus).
 Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

(suite de la « une

La Croix-Rouss cachet, un passé en plein centre-ville en or. Il suffit d'immeubles et d'as... Tout le monde le Rap Thou mieux qu... décidé de prendre cer par avance les en appelant à man... Rousse le samedi... Plus de deux cents à leur appel. Un s'approchant de ce se gâtèrent. Quelq... veux par la présenc cru bon de réponc par quelques jets... Rien de bien méch... CRS n'attendaient été particulièrement matraquages tous été totale, ce qui exp... manifestation dans

Appel à

De nombreuses matraquées et arrêtées par les... ge a de l'importa... peut contacter Burdeau, 69001 L

Le Monde li... l'écho, dans... 12 juin 1991

dossier de l'affaire Abdelhamid, inca... s'aperçoit qu'un a... procédure le conce... Pour pallier une e... qui aurait dû cond... les magistrats d'A... certains document... le code pénal et p... sion criminelle à p... et suivants du CP)... une bataille jur... Hakkar et MM. Me... reurs du TGI d'Au... président du métr... Touvier, MM. Ca... juges d'instructi... Culié, président de... sation de Paris, se... Simon et M. Dup... MM. Galibert et L... de la même cham... bien décidé à ne pa... en justice par un d... la réclusion crimin... En novembre 1988, sation présidée p... même, refusera de... nombreuses irrégul... dure, et du fau...

Expulsions de squatters : l'offensive de printemps !

(suite de la « une »)

La Croix-Rousse ça a de la gueule, du cachet, un passé turbulent et romantique, en plein centre-ville. Bref, c'est une affaire en or. Il suffit de réhabiliter rues et immeubles et d'aseptiser les populations. Tout le monde le sait. Les squatters du Rap'Thou mieux que personne. Ils ont donc décidé de prendre les devants et de dénoncer par avance les expulsions de printemps en appelant à manifester place de la Croix-Rousse le samedi 14 mars à 18 heures. Plus de deux cents personnes ont répondu à leur appel. Un vrai succès. C'est en s'approchant du centre-ville que les choses se gâtèrent. Quelques jeunes, rendus nerveux par la présence policière massive, ont cru bon de répondre à cette provocation par quelques jets de canettes de bière. Rien de bien méchant finalement. Mais les CRS n'attendaient que cela. Leur charge a été particulièrement violente : grenades et matraquages tous azimuts. La surprise a été totale, ce qui explique l'éclatement de la manifestation dans tous les sens.

Appel à témoins

De nombreuses personnes ont été matraquées et blessées mais non arrêtées par les flics. Leur témoignage a de l'importance. Ces personnes peuvent contacter le MAB, 39, rue Burdeau, 69001 Lyon.

Une bonne centaine de personnes arriveront à se regrouper sur la place Croix-Paquet, et essayeront, en une sorte d'assemblée générale, de réagir aux deux interpellations qui avaient eu lieu. Une délégation est constituée pour aller exiger la libération des deux personnes arrêtées au commissariat du 1^{er} arrondissement (qui a d'ailleurs une sale réputation). Pas le temps de terminer cette AG que de toutes parts la fil-caille surgit. C'est la débâcle. Chacun fuyant comme il peut. Les coups pleuvent sans discernement sur les gens bloqués dans les sorties étroites de la place. Des personnes sont même frappées à terre.

Toute la soirée, il y aura des poursuites dans les ruelles entre petits groupes de manifestants et CRS, qui font grand usage, inutilement, de grenades lacrymogènes, mais avec une volonté délibérée de créer un climat de violence, d'insécurité, d'émeute.

Il y aura entre 13 et 16 interpellations

(selon les sources) par les flics en civil, qui ont infesté le quartier. Le lendemain, les médias se feront l'écho de ces troubles à l'ordre public, de ce « mini Mai 68 » comme certains l'ont rapporté. Une mise en scène bien orchestrée qui va préparer et justifier les expulsions du lundi matin. Les squatters n'avaient pas voulu ni prévu cette situation. La surprise a été totale.

Le lendemain est décidé un appel à un rassemblement pacifique sur la place Chardonnet, en plein cœur des pentes pour le lundi 16 mars à 18 h. Dans le même temps, le décompte des interpellés et leur défense s'organisent. Le dimanche, les avocats prêts à aider sont rares et difficiles à contacter. Il faut aussi répondre aux calomnies médiatiques. L'enchaînement des événements est rapide.

Le pouvoir veut manifester en finir, et il s'en donne les moyens. Peut-être aussi craint-il un retournement de situation. En effet, la réaction des squatters est intelligente : communiqués relatant les faits et expliquant le sens de

leur action, affiches partout (en moins de 24 heures) appelant à venir témoigner des brutalités policières, tracts, interventions au mégaphone dans les rues... Les initiatives fusent ; elles sont individuelles, parfois, et collectives, en assemblée générale permanente dans les locaux de l'association Volniza (1).

Cela a été payant car les médias du lundi sont quand même plus objectifs. Le rassemblement place Chardonnet est un succès. Plus de cinq cents personnes viennent soutenir la lutte des squatters.

Reste à trouver les moyens de s'appuyer sur ce courant de sympathie pour occuper un autre lieu. Ce n'est pas facile car la fil-caille, en uniforme ou pas, est omniprésente ; quelques tentatives de dresser des tentes sur la place Croix-Paquet le démontre. Le quartier est en quelque sorte militarisé !

A l'évidence, le pouvoir fera tout pour contrer toute tentative de création d'un autre lieu collectif. En effet, il est possible de trouver de nouveaux lieux pour des squats d'habitats individuels, les squatters ont aussi besoin d'espaces collectifs, et ceci est plus délicat à trouver et à « tenir ».

Il leur faut donc construire un rapport de force avec l'aide des habitants du quartier. C'est le sens donné à l'initiative qu'ils viennent de prendre : une assemblée générale entre habitants du quartier (squatters ou pas) pour discuter de la présence policière, de la spéculation immobilière et de la nécessité de lieux autogérés par les habitants. Avec une petite fête

Plainte

Une jeune fille a été matraquée à terre et blessée au visage. Elle risque de perdre un œil ! Les commissariats n'ont pas voulu enregistrer sa plainte ni celles de ses témoins. Il a fallu qu'elle fasse une plainte directe auprès du procureur de la République !

Procès le 11 mars 1992

Deux personnes sont inculpées de troubles à l'ordre public, résistance à agents des forces publiques...

Il y a toujours des risques de prison et d'amendes. On en reparlera !

pour clôturer le tout, c'est pour le samedi 21 mars à 15 h, place Chardonnet.

150 à 200 personnes se retrouvent à ce rendez-vous. Prises de parole publique, discussions entre groupes, accompagnées de crêpes, gaufres, jus de fruits et de jongleurs donnent un air différent à cet après-midi. Vers 17 heures, tout le monde se met en route derrière une banderole : « Expulsions = Réquisitions » pour aller créer un nouveau lieu de vie sur les pentes. Une usine désaffectée immense et en parfait état est donc réquisitionnée pour répondre aux besoins d'habitants du quartier. Ce soir, il y a concert. Petit à petit, la foule grossit. Aucun flic en vue. Il est vrai que demain on vote. Lundi matin sera, à nouveau, celui de tous les dangers.

Bernard (gr. Déjaque - Lyon)

(1) Pour contacter les squatters, écrivez à Volniza, 42, rue Burdeau, 69001 Lyon.

JUSTICE

Abdelhamid Hakkar : rappel d'une affaire à suivre

Le Monde libertaire s'est fait l'écho, dans son n° 831 (du 6 au 12 juin 1991), des énormités du dossier de l'affaire Hakkar : en 1988, Abdelhamid, incarcéré depuis 1984, s'aperçoit qu'un acte essentiel de la procédure le concernant a été falsifié. Pour pallier une erreur de procédure qui aurait dû conduire à sa libération, les magistrats d'Auxerre ont antidaté certains documents, crime prévu par le code pénal et passible de la réclusion criminelle à perpétuité (art. 145 et suivants du CP). S'est alors engagée une bataille juridique entre M. Hakkar et MM. Meyer et Rides, procureurs du TGI d'Auxerre, M. Thévenin, président du même tribunal, Mme Touvier, MM. Cagnard et Négrier, juges d'instruction à Auxerre, M. Culié, président de la chambre d'accusation de Paris, ses assesseurs, Mme Simon et M. Dupertuis, ainsi que MM. Galibert et Lepelley, procureurs de la même chambre. Du joli monde bien décidé à ne pas se laisser traîner en justice par un détenu condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. En novembre 1988, la chambre d'accusation présidée par M. Culié lui-même, refusera de tenir compte des nombreuses irrégularités de la procédure, et du faux en écritures

publiques, alors même que M. Hakkar l'en informait par requête.

En mars 1989, plaintes avec constitution de partie civile étaient déposées contre les magistrats nommément désignés, auprès du doyen des juges du TGI de Versailles - lieu de résidence de M. Hakkar, alors incarcéré à Bois-d'Arcy - et du président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles. La chambre d'accusation rendra un avis d'incompétence, n'ayant pas été désignée par la cour de cassation, seule autorité habilitée à engager des poursuites contre des magistrats. Quant à la plainte déposée au doyen des juges, un simple transfert de M. Hakkar dans une autre prison rendra caduque son lieu de résidence...

L'obstiné M. Hakkar

M. Hakkar persiste ; la justice aussi. En été 1989, la cour de cassation de Paris refuse de désigner une juridiction pour instruire l'affaire, pour motif que les faits n'ont pas été constatés. La falsification de la pièce est pourtant flagrante...

Entre temps, M. Hakkar sera condamné par la cour d'assises d'Auxerre, qui refusera elle aussi de se

pencher sur les irrégularités et la falsification de la procédure. Persévérant, M. Hakkar dépose de nouvelles plaintes, qui finissent, après maints avatars juridiques, par arriver devant la chambre d'accusation de Paris... qui renvoie superbement la balle en touche, expliquant que Abdelhamid Hakkar, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, n'est pas en droit

de déposer plainte avec constitution de partie civile. Le condamné a donc imperturbablement continué la procédure en direction, cette fois, de la Cour européenne de justice. Nous lui souhaitons bon courage, et informerons nos lecteurs de la suite que la justice sera bien obligée d'accorder à cette affaire fort ennuyeuse pour elle.

Pascal Choisy

Rappel de flagrants délits impunis

L'article ci-dessus rappelle des faits qui finirent peut-être, malgré la mauvaise grâce évidente de la justice, par être jugés. Mais dans l'affaire de la prise d'otage de Fresnes, certains délits ne seront jamais jugés. Au cours de son procès en appel voir le Monde libertaire n° 861, Abdelhamid Hakkar a rappelé les tabassages ignobles dont Alain Teixeira et lui-même ont été victimes après leur reddition : Abdelhamid a fait état de blessures graves - entre autres, un tympan perforé ; Alain Teixeira est arrivé en loques, et couvert d'hématomes, au mitard de Fleury-Mérogis, quelques dignes fonctionnaires de police ayant jugé bon de régler leurs comptes avec un « tueur de flic ». Les avocats, témoins du début du passage à tabac, ont dénoncé dans la revue *Rebelles* l'ignominie de cette violence gratuite, déchaînée contre des hommes ne pouvant plus se défendre. La même revue indique que les matons ont poussé la grandeur d'âme jusqu'à pisser sur les deux hommes enchaînés. Autant de sévices commis par des fonctionnaires dans l'exercice de leur fonction, et que les ministères de la Justice et de l'Intérieur se garderont bien de relever. P. C.

Echos de presse

Bonnes nouvelles... Oui, il y en a parfois. La première, volée dans *Télérama* du 14 mars par un lecteur attentif, qui nous l'a adressée (merci André !) : « Pour tout avouer, moi qui suis communiste, je trouve que l'idéal serait qu'il n'y ait plus d'Etat ». C'est une déclaration de M. Berthelot, maire de Saint-Denis. Georges Marchais demandant son adhésion à la FA, c'est pour quand ?

La seconde bonne nouvelle, c'est la renaissance de *Politis* (oui, même si par le passé nous avons pu dire quelques vérités bien senties sur ses comptes). Outre son bulletin hebdomadaire, Bernard Langlois vient de faire paraître pour avril un mensuel coûtant 30 F. On peut y lire un éditorial guère éloigné de nos préoccupations, en substance, il y est écrit : « Disons que sans coire aux solutions miracles, aux lendemains qui chantent, au Grand Soir, au paradis sur terre, ni à quelque Grand Timonier ou Petit Père des peuples que ce soit, nous sommes de ceux qui ne se résignent pas au désordre du monde et croient nécessaire, et vital, de tenter de le changer ». *Politis-le Monde libertaire*, même combat ?

A. D.

HUMEUR

Gorby ne « rouble » plus sur l'or

« Hier, je suis allé faire des courses et 500 roubles sont partis tout de suite », a déclaré Mikhaïl Gorbatchev à un journaliste. « Ma retraite mensuelle est de 3 900 roubles ; le mois dernier, une fois payées toutes les factures, il ne restait plus rien », a-t-il ajouté. Pauvre Gorby, il découvre les dures réalités de la vie quotidienne post-perestroïka.

Sa femme, Raïssa, est encore plus mal lotie. Elle ne touche que 300 roubles, la « pension minimale de l'Etat », alors qu'elle « a travaillé d'arrache-pied pendant vingt-cinq ans » (sic).

Un malheureux trois pièces à Moscou, une misérable datcha aux environs de la capitale, seulement dix gardes du corps (payés heureusement par Boris Eltsine)... la vie de Gorby est devenue un calvaire.

Un chance pour lui, Gorby écrit. Il prépare même ses mémoires. Récemment, il a achevé une lettre au pape (parue dans le journal italien *la Stampa* et reproduite dans *Libération* du 4 mars). Il trouve Jean-Paul II sympathique et il affirme, foi de communiste, qu'il y a dans le discours du pape « beaucoup d'idées avec lesquelles [il est] d'accord ». Jean-Paul II lui a d'ailleurs répondu, et reconnu que leur « rencontre [a été voulue] par la providence ». Tout baigne entre Jean-Paul et Mikhaïl. Le Vatican pourrait canoniser Gorby. Cela l'aiderait à affronter les difficultés de la vie moscovite.

A. D.

ALLEMAGNE

Une manifestation antifasciste s'est déroulée le samedi 21 mars à Leipzig pour protester contre la tenue d'un meeting néo-nazi. Celle-ci, composée, pour l'essentiel, d'autonomes et d'anarchistes, a été violemment dispersée par la police. On déplore l'interpellation de soixante-sept manifestants.

ESPAGNE

Gérard Casanova est détenu depuis le 17 août 1991, et a été condamné à six ans de prison sous l'accusation de « trahison à la patrie » pour avoir brûlé un drapeau espagnol en 1983, acte qu'il a toujours nié. Ce compagnon, membre du groupe anarchiste Revuelta se trouve actuellement à la prison Modelo. Vous pouvez lui écrire en vous adressant au Collectif anti-prisons (KAP), calle La Cera, 1 bis, 08001 Barna (Espagne).

KOSOVO

Du 3 au 13 février, plusieurs centaines de mineurs serbes du complexe minier de Trepeca (Kosovo) ont fait grève à la suite de l'annonce de la réduction de leurs salaires à 4 000 dinars (le salaire moyen en Serbie s'élève à près de 11 000 dinars). En fait, les mineurs n'ont pas été payés depuis octobre dernier. Ils

réclament notamment la démission des dirigeants des mines qui « se pavanent en grosses voitures et qui sont logés à l'hôtel aux frais de l'Etat, alors que les mineurs crévent de faim ». Il faut rappeler qu'en 1991, les mineurs et le personnel albanais ont été renvoyés des mines de Trepeca et qu'une nouvelle administration y a été installée par le gouvernement serbe. Aujourd'hui, ces mineurs serbes se rendent compte que les nouveaux dirigeants ne sont que des usurpateurs !

Au Kosovo, peuplé à 90% d'Albanais, règne toujours un état d'exception non légalisé. Les Albanais, victimes d'une répression constante, boycottent les institutions serbes et ont constitué des structures de pouvoir parallèles.

PAYS-BAS

Les 8, 9 et 10 mai 1992 a lieu une conférence internationale ayant pour but de réaliser une campagne européenne contre le racisme et le fascisme. Toutes les organisations antiracistes et antifascistes, ainsi que tous les groupes de réfugiés sont invités à y participer. Pour plus de précisions, écrivez à International Conference, coordination, Hooghuisstraat 29 c, 5611 GS Eindhoven.

VENEZUELA

Correo A est une publication du collectif « Circulo A », groupement socialiste libertaire, et dont le premier numéro est paru en novembre 1987. Trimestriel, il tire à 1 000 exemplaires, et est diffusé dans une dizaine de villes. C'est le seul journal libertaire du pays, et l'unique publication régulière de l'extrême gauche extra-parlementaire.

PUBLICATION STÉPHANOISE

« URSS 1917-1992, du faux communisme au vrai capitalisme » René Berthier

• Le groupe Nestor-Makhno de la Fédération anarchiste et le Collectif libertaire « Les Mauvais jours finiront » ont édité une brochure de 70 pages intitulée *URSS 1917-1992, du faux communisme au vrai capitalisme*. Cette brochure regroupe les articles de René Berthier parus dans *le Monde libertaire* sous le titre de « L'Accumulation primitive du capital en URSS », augmentés de trois articles inédits consacrés aux événements récents de Russie (le « putsch », la chute de Gorbatchev) et à l'analyse bakouninienne de la bureaucratie. Vous pouvez vous la procurer aux éditions Décembre, 19, rue Michel-Servet, 42 000 Saint-Etienne, au prix de 20 F (en chèque ou en timbres), frais de port compris.

TIMOR-EST

L'île de l'enfer et du silence

L'île de Timor, personne ne connaît ou presque. C'est à l'occasion de la guerre du Golfe, l'année dernière, que René Berthier a évoqué pour la première fois dans nos

colonnes la sombre histoire de ses habitants : une colonie portugaise devenue indépendante en 1975, et depuis vivant sous le joug des forces armées indonésiennes.

TIMOR, le 12 novembre 1991, les militaires indonésiens ont cerné et mitraillé des centaines de civils devant le cimetière de Santa-Cruz. Ces derniers étaient rassemblés là pour rendre hommage à Sebastiao Rangel, un des trois étudiants assassinés par les forces armées le 28 octobre dernier. Alors qu'il s'agissait d'une manifestation pacifique, les soldats ont balayé une population sans défense, causant près de 200 morts et blessés. Puis ils sont entrés dans le cimetière et ont frappé et arrêté les fuyards.

Ces images ont choqué. Mais il faut rappeler que depuis seize ans cette île vit une barbarie indescriptible, à peine différente du nazisme ou du stalinisme. Plus du tiers de la population a été massacré.

Avant avril 1974, il n'existait pas de partis politiques à Timor-Est (la zone coloniale portugaise de l'île). L'Union démocratique timorienne, de tendance démocrate-chrétienne, et le Front révolutionnaire pour l'indépendance (FRETILIN), de gauche, ne sont apparus que postérieurement. Il n'y a pas eu, contrairement aux autres colonies portugaises (Angola, Mozambique) d'organisations et de mouvements pour l'indépendance. Les manifestations de protestation, qui ont eu lieu après, les années 50, ont eu pour seule origine l'impossibilité d'accéder à différents niveaux éducatifs et à une formation professionnelle. Les partis sont apparus lorsque le Portugal a traversé la période de la décolonisation et que l'indépendance a été appréhendée.

Le président Suharto, arrivé au pouvoir en 1965 après un coup d'Etat sanglant (NdR : en occasionnant le massacre d'environ 500 000 militants et sympathisants communistes), accepta mal cette idée d'indé-



© Staff/AFP

pendance, qui risquait de s'avérer contagieuse dans la partie occidentale de l'île déjà sous domination indonésienne. Pour le tyran, Timor-Est

« Avec le soutien des Etats-Unis [Suharto] relança le conflit... »

de devait demeurer portugais ou alors devenir possession indonésienne. Outre l'aspect géographique, Suharto craignait l'arrivée au pouvoir de la gauche dans ce futur Etat indépendant. En effet, la popularité

du FRETILIN était grande. De plus, sur un plan économique, Timor-Est recelait d'importantes richesses naturelles. Suharto entreprit donc de déstabiliser Timor-Est en complotant avec l'UDT, récemment organisé. En août 1975, l'UDT organisa un coup d'Etat avec le soutien de l'Indonésie. Il échoua, mais les combats furent violents. Ils occasionnèrent entre 1 500 et 2 000 victimes (civils et combattants) de part et d'autre. Timor se déclara indépendant le 28 novembre 1975. Suharto ne renonça pas à son projet d'annexion. Avec le soutien des Etats-Unis, il relança le conflit quelques mois après. La violence fut inouïe. La répression fut féroce. Bien organisée, l'armée indonésienne annexa en un rien de temps Timor-Est. Il y eut des dizaines de milliers de morts (parmi les victimes, on compte quelques journalistes étrangers, devenus de gênants témoins).

A ce véritable massacre s'ensuivit, jusqu'à ces dernières années, un génocide culturel : interdiction de l'usage du portugais, des dialectes locaux, usage de coutumes et de la langue javanaise obligatoire.

Aujourd'hui, à Timor-Est, la situation reste inchangée. L'armée indonésienne, toujours aussi violente, réprime toute velléité d'indépendance. Les jeunes militants du FRETILIN viennent d'en faire encore une fois les frais le 28 octobre et le 12 novembre 1991.

A Djakarta, capitale de l'Indonésie, Suharto est toujours en place. Les protestations de la Communauté européenne, les maints rappels à l'ordre de l'ONU ne semblent pas émouvoir le président indonésien. Paradoxalement, en juin 1990, Suharto avait obtenu de l'ONU un siège à la sous-commission des droits de l'homme...

D'après un article du mensuel anarchiste portugais « A Batalha »

TIMOR-EST

Coupable silence international

Les Etats-Unis ont soutenu le coup d'Etat de Suharto en 1965. Peu de temps avant l'invasion de Timor en 1975 par les forces armées indonésiennes, Henry Kissinger et le président de l'époque, Gérald Ford, étaient à Djakarta.

L'ONU n'a pris aucune mesure efficace, même si elle a condamné l'occupation et n'a jamais reconnu l'annexion, car les Américains ont empêché toute intervention. La presse américaine n'a pas bronché. Elle était alors plus préoccupée par le Cambodge...

L'Australie voisine, elle aussi, s'était tue. Son intérêt dans l'exploitation des richesses pétrolières dans la mer de Timor faisait d'elle une alliée majeure de Djakarta, et elle le reste.

Pas même la Chine (intéressée par la répression sanglante de 1965) et le Portugal (l'ex-mère-patrie) n'ont pas bougé. L'armée de Suharto a pu massacrer en paix une population.

Les dernières violences, notamment le massacre du cimetière de Santa-Cruz ont suscité quelques réactions. Les Etats-Unis ont parlé de « certains excès », mais cela n'a pas été au-delà. L'Etat américain n'a pas dépêché son armada militaire ! Timor est aujourd'hui toujours annexée.

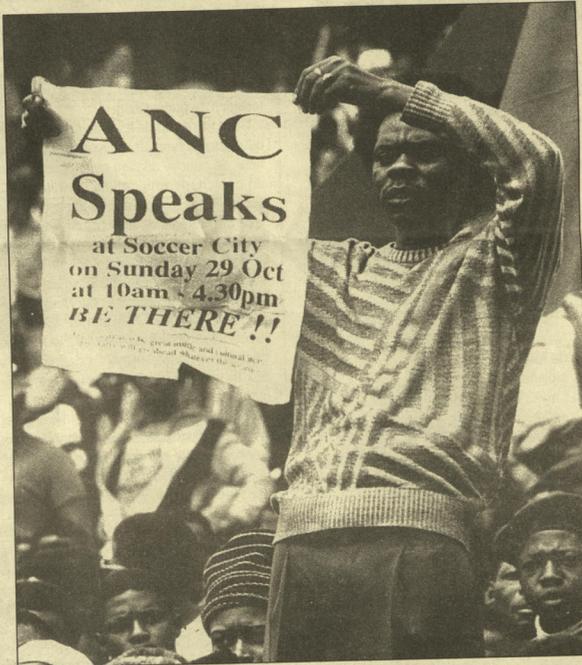
Mutations africaines

(suite de la « une »)

(sauf dans certaines colonies britanniques où les langues locales étaient enseignées) ; économie de pillage et absence d'unité ethnique des Etats. Les anciens Etats colonisateurs ont répondu de manière intéressée à ces problèmes, relayés par leurs admirateurs, comme Senghor au Sénégal et Houphouët-Boigny en Côte-d'Ivoire. Des petits Etats ont été créés pour empêcher l'apparition de fédérations puissantes comme le Nigéria. Contre les diversités ethniques, un nationalisme jacobin est impulsé par les nouveaux Etats, via le parti unique et l'armée, élite formée par les ex-métropoles en l'absence de bourgeoisie locale. Des sociétés commerciales, dirigées par les colons et quelques relais autochtones, rackettent les paysans et favorisent l'agro-exportation. La corruption enrichit les bureaucraties naissantes.

Ce néo-colonialisme est à double tranchant, car certains hommes politiques africains tentent de créer des Etats de type occidental. Cependant, les affairistes colons ne l'entendent pas ainsi. Ils multiplient les interventions visant à briser les expériences menées par Lumumba (Congo-Kinshasa), Olympio (Togo), N'krumah (Ghana)... Le continent devient à la fin des années 60, une vaste collection de dictatures militaires soumises aux puissances d'Europe de l'Ouest, et en particulier de la France, toujours prête à envoyer des contingents militaires en Afrique, à financer les fonctionnaires des régimes pourris et à faire couronner des empereurs (Bokassa en Centrafrique), d'où les généreuses enveloppes encore données par les tyrans africains aux partis politiques français (RPR, UDF, PS et FN) lors des échéances électorales en France !

Jusqu'en 1973, les notions du socialisme ne sont guère invoquées. La lutte des classes, sans parler du prolétariat, est étrangère au débat africain. En Afrique noire, les différences ethniques prédominent, et sont souvent liées aux règlements de comptes des périodes de la traite et de la colonisation. Mais dans les faits, le nationalisme des militaires se retourne souvent contre les ex-métropoles. L'URSS, la Chine deviennent des références. Le prototype de ces régimes est l'Egypte de Nasser, qui est considérée par l'URSS comme le pays du tiers monde le plus engagé sur la voie du socialisme.



29 octobre 1989, premier meeting autorisé de l'ANC en Afrique du Sud. © J. Kuus/Sipa press.

Se rangent dans la même catégorie : l'Algérie, la Lybie, la Somalie, la Guinée, le Ghana, Madagascar et la Tanzanie. On le sait, l'URSS soutient l'ANC en Afrique du sud, et les Sahraouis de la République sahraouie arabe et démocratique (ex-Sahara espagnol). Dans les années 70, la guerre froide atteint son paroxysme avec la chute de Saïgon. De nombreux régimes militaires africains intègrent le camp de Moscou non par opportunisme mais par idéologie. En 1973, c'est le cas de la Guinée-Bissau et les îles du Cap-Vert, puis en 1975 de l'Angola, du Mozambique et de l'Ethiopie, suivis par le Congo et le Bénin.

Le virage marxiste

La lutte des classes, au sens occidental, ne pénètre pas massivement en Afrique à cause du verbiage marxiste-léniniste de quelques bureaucraties militaires mais par la suppression de la convertibilité-or du dollar en 1973. Pendant quelques années, les banques

occidentales couvrent l'Afrique de dollars bon marché, en particulier dans les pays qui ont bénéficié du choc pétrolier (Nigéria, Algérie, Gabon...) et de la hausse des prix des matières premières minières (Zaire, Afrique du Sud...). Apparaissent alors partout des bourgeoisies dépenaillées, en osmose avec les bureaucraties des Etats, encouragées par les banques dans des projets grandioses et parfois absurdes (installation de la capitale de la Côte-d'Ivoire à Yamoussoukro [la nouvelle Brasília], l'ex-village du président Houphouët-Boigny). Seulement, au moment de rembourser les dettes dans les années 80, l'argent public a été dilapidé ou placé sur des comptes privés secrets. Le FMI impose à ces Etats les « politiques d'ajustement structurelles » pouvant être acceptées par ces nouvelles bourgeoisies : développement de l'agriculture d'exportation, délabrement des services publics, hausse des taxes à la consommation...

Cette évolution a pour effet de casser les sociétés traditionnelles, d'entraîner un exode rural massif débouchant sur le chômage, de faciliter l'économie informelle, la surexploitation, la corruption et les trafics en tous genres. Les explosions sociales sont prévisibles. En 1983, deux régimes révolutionnaires d'un type nouveau naissent en Haute-Volta - où les syndicats sont les mieux structurés d'Afrique - et au Ghana, à la suite de coups d'Etat militaires dirigés par des officiers subalternes, Thomas Sankara et Jerry Rawlings. S'inspirant de la jeune révolution sandiniste nicaraguayenne, les deux régimes mettent en place des démocraties se voulant autogestionnaires avec des comités de défense de la révolution (CDR). Ils lancent des projets économiques auto-centrés. Ils s'attaquent à la corruption et aux détournements de fonds. Les ex-métropoles ne peuvent se permettre une invasion militaire coûteuse qui se heurterait aux populations organisées et armées. Alors, les barbouzes mitonnent

des révolutions de palais. Par exemple, Thomas Sankara est assassiné par son compagnon d'armes Compaoré en 1987. De ce fait, les structures et les projets de la révolution burkinabè (la Haute-Volta ayant pris le nom de Burkina-Faso) sont liquidés.

Cependant, les ex-métropoles, à l'occasion, n'hésitent pas à dépêcher quelques expéditions guerrières. C'est le cas en 1986 lorsque l'Etat français envoie 200 militaires pour sauver de l'insurrection le tyran togolais Eyadema. En 1989, même scénario en ce qui concerne la Côte-d'Ivoire où Houphouët-Boigny est maintenu au pouvoir avec l'aide des socialistes.

La France en perte de vitesse

Le principal écueil de ces stratégies occidentales est la constitution récente de classes dirigeantes et l'absence de différenciation de la bourgeoisie à l'égard de l'Etat. Les nouveaux riches craignent de perdre leur place dans un système rénové quel qu'il soit, car les contre-pouvoirs traditionnels et la radicalité des contestataires - les héros des jeunes sont Lumumba, Sankara, Mandela, Khomeiny - menacent une reconversion tranquille, comme celle des apparatchiks du PCUS. La « Paristrouka » ne pourra être une perestroïka. De plus, le processus n'est pas irréversible, comme le démontrent les exemples algérien et ivoirien, où l'Elysée n'a pas hésité à lâcher le Front populaire ivoirien, adhérent à l'Internationale socialiste, dont les membres viennent d'être arrêtés par centaines. Le déboulonnage des tyrans réticents, comme ce fut le cas pour Moussa Traore (Mali), n'est plus à l'ordre du jour, car les risques géostratégiques et idéologiques ont diminué avec l'effondrement de l'URSS.

Cependant, la France, empêtrée dans les réseaux Foccart (1) a du mal à concevoir une politique capitaliste audacieuse comme celle qui a fait disparaître formellement les dictatures militaires d'Amérique latine. Les jeunes hommes d'Etat africains, comme Milongo (Congo), préfèrent alors se tourner vers les Etats-Unis qui ont réussi des coups de maître diplomatiques en Ethiopie, en Angola, en Namibie et en Afrique du Sud. Au niveau économique, c'est évidemment le Japon qui s'imposera comme en Amérique latine, car cette puissance n'a pas de préjugés politiques en matière d'investissements. Le Japon « écoute » les marchés et ne prend pas les jeunes cadres du tiers monde pour des débilés. Paradoxalement, au plan idéologique, l'avenir est au fédéralisme, à l'autogestion, assez en phase avec certaines sociétés traditionnelles. Mais le pire est toujours possible : que de chaos meurtriers en Somalie et au Libéria ! Enfin, le coup d'Etat en Algérie, forcément avalisé par Paris, est un encouragement à la répression pour les Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire), Mobutu (Zaire) et autres Arap Moi (Kenya).

Xavier Merville
(groupe Ubu - Paris)

(1) A l'initiative de Jacques Foccart, baron du gaullisme et cheville ouvrière du SAC (le service d'ordre gaulliste), du temps du général de Gaulle fut instaurée une mainmise systématique sur l'Afrique francophone.

Rencontre internationale anarchiste
Samedi 2 mai 1992
La Plaine-Saint-Denis

Programme

9 h - 9 h 30 : accueil et ouverture de la journée ;
9 h 30 : l'anarcho-féminisme ;
10 h 30 - 13 h : 500 ans de résistance indienne, noire et populaire en Amérique ; l'éducation libertaire ; commissions de travail sur l'anarcho-féminisme ;
14 h - 17 h 30 : la montée du nationalisme et de l'extrême droite en Europe ; l'Afrique sahélienne et le Maghreb ; commissions de travail sur l'anarcho-féminisme ;
18 h - 20 h 30 : compte rendu et discussion sur l'anarcho-féminisme ; les mouvements sociaux et la construction de l'Europe ;
21 h : spectacles.
Toute la journée, il y aura des stands, des librairies, des animations audiovisuelles...

Salles LSC,
144, avenue du Président-Wilson
(RER ligne B, station La Plaine-Voyageur ou M° Porte-de-la-Chapelle et bus 156 - 352),
93210 La Plaine-Saint-Denis.

Entrée : 30 F
(billets en vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. 48.05.34.08)

AFRIQUE DU SUD

La fin de l'apartheid ?

Le 17 mars, la minorité blanche d'Afrique du Sud a voté « oui » en faveur de l'abolition de la constitution régissant l'apartheid, et ceci à 68,7% en faveur des réformes proposées par le président Frédéric De Klerk. Peut-on pour autant parler de la fin de l'apartheid ? « Non », a répliqué Nelson Mandela, le leader de l'ANC, quelques heures après la clôture du scrutin. Et il a raison ! Peut-on parler de l'enterrement d'une exclusion sociale, économique et politique, qui dure depuis des décennies, quand on connaît aussi bien que lui la situation de la communauté noire dans ce pays. « L'apartheid est toujours en place... », a-t-il déclaré, et il réclame, de ce fait, le maintien des sanctions économiques.

Quand on connaît la réalité : une majorité noire sans droits politiques ; une économie de marché qui condamne des milliers de jeunes au chômage et à la misère dans les townships ; des violences faisant chaque jour de nombreuses victimes (250 personnes ont été jetées de trains ou abattues pendant la seule période électorale)... on est en droit, effectivement, d'affirmer que les Blancs n'ont pas voté mardi pour la fin de l'apartheid mais ont été contraints de par la réalité de la situation. Cela ne fait aucun doute. C'était cela ou le chaos : discrédit international qui perdurait ; radicalisation d'un mouvement noir toujours plus fort ; remise en cause des intérêts de la bourgeoisie blanche à moyen ou long terme. Il fallait donc se soumettre à quelques réformes pour une nouvelle constitution. De Klerk, le « chef des blancs », était le mieux placé pour cela. La fin réelle de l'apartheid, ce sera pour plus tard lorsque les changements seront opérés dans les mentalités plutôt que dans les urnes.

A. D.

FORUM AFRIQUE

« Paristrouka et lutte pour la liberté »
Vendredi 27 mars
20 h 30

Vidéo, reportages, débats avec : O. Osakwe auteur de *L'intervention militaire française en Afrique* ; B. Doza auteur de *Libertés confisquées* (Côte-d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina-Faso) et des invités surprises.

Librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot (M° République ou Oberkampf),
75011 Paris. Tél. : 48.05.34.08.

Forum organisé par les médias de la Fédération anarchiste (librairie, radio, hebdomadaire)

SAINT-NAZAIRE

Les dockers prennent leurs affaires en main

La semaine dernière nous avons donné la parole aux secrétaires du syndicat des dockers de Saint-Nazaire, Gilles Denigot et Michel Hémy, en reproduisant une interview datée du 7 mars. Cette semaine, nous revenons sur l'expérience

«... Nous en avons assez vu de ces raseurs prétentieux qui, sans avoir étudié, connaissent tout et veulent en remonter à ceux qui ont passé des jours et des nuits, depuis des années, à tourner et retourner les questions sous toutes les coutures. Cela doit être fini. Le syndicat doit le dire bien haut à ceux qui l'empêchent de travailler. Que ceux-là aillent faire du dilettantisme ailleurs. Il ne manquera pas de groupes qui s'empresseront d'accueillir leur loufoqueries. Qu'ils aillent à la pêche à la ligne, au diable, s'ils veulent, et... qu'ils y restent !

Ce que le syndicat doit exiger, s'il veut être à la hauteur des événements qui se précipitent comme un torrent, ce sont des hommes sérieux, pour faire une besogne sérieuse... »

Pierre Besnard
« L'Éthique du syndicalisme » (1938)

La communauté de travail des dockers est à un tournant, les événements se précipitent. Ceux qui vont travailler dans les années qui viennent seront placés dans des conditions qui n'auront rien à voir avec les conditions actuelles, au niveau des avantages sociaux et de l'organisation du travail. En marchant sur les ports, en ce moment, on ressent cette période de transition avec, chez certains, une énorme nostalgie, triste et combattive à la fois, et chez d'autres, une volonté d'être encore présents demain comme individus et comme groupe social organisé.

Tout part d'une révolution technique : le container. Il faut bien voir que le container a permis aux transporteurs maritimes de fonctionner d'une façon plus rationnelle. Et, s'il y a quelques années, le temps pour aller d'un point à un autre du globe restait souvent approximatif, on peut aujourd'hui prévoir précisément à quelle heure un bateau sera à quai, avec quel contenu et combien contiendront ses soutes.

Les entreprises de manutention préféreraient, jusqu'à aujourd'hui, ne pas avoir à gérer de personnel. Les inconvénients dépassaient les avantages. Il fallait, en

effet, dès qu'un cargo arrivait au port, trouver des travailleurs capables de décharger rapidement et être le plus rentable possible pour assurer les marges. Et puis, lorsque la conjoncture le voulait, laisser ces mêmes travailleurs attendre, plus ou moins patiemment, la reprise.

Le compromis social de cette époque s'articulait autour de la loi de 1947. Celle-ci accordait aux organisations de dockers le monopole de l'embauche et la gestion du chômage intermittent. Les entreprises de manutention n'avaient pas le droit d'avoir du personnel, elles devaient négocier avec l'organisation de dockers l'embauche et les conditions de travail.

« A Saint-Nazaire [...] ce n'est pas l'imagination qui manque. »

C'est précisément ce qui change avec la révolution du container. La main d'œuvre n'a plus besoin d'être flexible. On peut désormais gérer efficacement et rapidement la charge de travail d'un port, faire des prévisions à long terme et de façon permanente. Alors, le « vieux » statut, sur lequel s'étaient bâtis les avantages acquis par cette corporation particulière du port, n'a plus lieu d'être aux yeux de Madame Économie et de ses profiteurs. On comprend ainsi mieux ce qui se cache derrière les propositions de mensuralisation, suppression du bureau central d'embauche, suppression du système de chômage. Et, les objectifs sont, bien sûr, différents côté entreprises de manutention, côté Etat-ministère de la mer, ou côté dockers.

Dans cette bataille pour la survie, certains ont choisi de s'arc-bouter sur le présent au risque de se retrouver, on le comprend maintenant facilement et c'est sans doute le cas pour Dunkerque, seul et désarmé. A Saint-Nazaire, depuis plusieurs années, les actions se multiplient, et

ce n'est pas l'imagination qui manque. Saisir les opportunités, montrer qu'on existe et qu'on entend continuer d'exister serait le maître mot de cette lutte syndicale, après tout pas très éloignée d'autres luttes dans d'autres secteurs.

C'est ainsi que les dockers de Saint-Nazaire-Montoir ont créé la première école de formation des ouvriers dockers professionnels. Depuis longtemps, ils en ont parlé. Tous les patrons trouvaient l'idée intéressante, mais aucun ne s'investissait réellement dans la réalisation. Les ouvriers dockers ont su sauter le pas.

Avec la réforme Le Drian, les enjeux sont bien plus grands. Donc, à partir du constat de l'impuissance des sociétés de manutention, grands groupes nationaux ou internationaux, qui savaient réclamer leurs marges mais ne défendaient pas réellement l'équilibre d'une région, les dockers mettent chacun 2 500 F au pot et installent leur propre société de manutention. Il s'agit de se placer sur le même niveau de discussion que les sociétés de manutention existantes et, ainsi, dans la concurrence, avoir son mot à dire sur le devenir de la profession.

Mais, au vu d'une analyse sur l'économie des ports, les dockers veulent aller plus loin et obliger les manutentionnaires à signer un plan d'objectifs pour le port et l'économie régionale qui y est liée. Ceci serait une mégastucture portuaire où les dockers, en tant que communauté de travail organisée, pourraient, non seulement contrôler les politiques mises en œuvre, mais aussi, sur les bases des situations sociales d'aujourd'hui, décider aussi bien des conditions de formation et de travail que des marges.

Depuis longtemps les syndicalistes parlaient de prendre leurs affaires en main, il se pourrait bien qu'à Saint-Nazaire, mais aussi à Brest, sur un modèle un peu différent, on ait joint le geste à la parole. Avec quels risques ? Pour aller où ? A chaque moment, à chaque instant, la lutte continue...

Christian Véron (Nantes)

MANIFESTATIONS ANTI-LE PEN

La Fédération anarchiste crée la surprise à Nice

Le vendredi 13 mars, c'était au tour de Nice d'accueillir cette vieille baudruche de Le Pen. Dès que la nouvelle fut connue, le groupe FA de Nice décida d'appeler à une manifestation de protestation.

Dans notre grande naïveté, nous pensions que tous ces sympathiques partis et associations de gauche allaient nous organiser un de ces charmants défilés dont ils ont le secret. Hélas, nous avions sous-estimé leur tocardise ! Après de profondes réflexions et quelques coups de téléphone à leurs chefs, ils décidèrent pratiquement tous d'appeler uniquement à la manifestation prévue pour le lendemain (manifestation organisée par l'Association pour la démocratie à Nice afin de convaincre les électeurs écoeurés d'aller faire leur devoir de citoyens). Très gentiment, certains d'entre eux firent même courir le bruit que notre manifestation était annulée...

Voilà comment le groupe de Nice s'est retrouvé pratiquement seul à organiser une manifestation le jour de la venue de Le Pen. Bien que nous ayons distribué 4 000 tracts dans les lycées et les facultés, nous nous

attendions à un échec cuisant. Mais, à notre grande surprise, notre appel a attiré entre 200 et 300 jeunes, qui ont défilé bruyamment pendant deux heures derrière la banderole de la FA. Quel plaisir de regarder la mine étonnée des badauds de l'avenue Jean-Médéric qui n'avaient jamais vu une manifestation anarchiste traverser la ville ! La manifestation s'est dispersée sans incidents à proximité du meeting de Le Pen. Remarquons au passage que, contrairement à ce qui s'est passé dans certaines villes, la police nicoise a empêché le service d'ordre du FN d'agresser les manifestants. Il s'est vengé ensuite en tabassant plusieurs journalistes du *Standard* et de *Nice-Matin*...

Le lendemain, nous nous sommes fait un plaisir d'égayé un peu la manifestation des politiciens aux cris d'« Elections piège à cons ». Curieusement, notre aimable participation n'a pas été appréciée à sa juste valeur, mais nous ne sommes pas rancuniers, nous reviendrons.

Eric
(groupe de Nice)

Chartres :

« Le Pen » de mort

Les échéances électorales impliquent bien souvent des simulacres de démocratie. Ainsi, parmi de très nombreux show, celui du parti national-épéniste brille par ses éclats : ceux des vociférations populistes de ses meneurs, et ceux de leurs bruits de bottes lorsque charges il y a.

Et charges il y en a eu à Chartres, le samedi 14 mars. En ce samedi, donc, grâce à notre maire « socialiste et chrétien », Marie-France Stirbois et Bruno Mégret bénéficièrent d'une salle de réunion pour vomir leurs 50 propositions.

Bien entendu, il fut décidé une manifestation antifasciste. Manifestation pour laquelle on compta des absents de taille : SOS-Racisme, la FEN, la Ligue des droits de l'homme... Étonnant, n'est-ce pas ? Alors que les organisés avaient leur parcours fleché en direction d'une préfecture vide, lieu de la dissolution de la manifestation, il restait une petite masse (dont le groupe libertaire Georges-Cochon) demeurant aux abords du seul lieu où la contestation pouvait avoir un sens : la salle de réunion du Front national.

En début de soirée, des premiers incidents violents, occasionnés par des charges armées de nerfs du Front firent quatre blessés. Ces événements purent se dérouler en raison du laxisme policier vis-à-vis des agresseurs. Malgré tout, pour les manifestants, il s'agissait de persister.

Le gros des troupes de manifestants organisés étant parti entre temps en direction de la préfecture, il ne resta bientôt plus qu'une vingtaine de personnes face à 60 CRS pour saluer comme il convenait (par des insultes) les stars de la soirée. Se succédèrent alors huées, provocations diverses, et pour orchestrer le tout trois charges de CRS, ponctuées de deux charges d'éléments incontrôlés (selon Stirbois). On remarqua l'arrestation de quatre provocateurs rasés (seulement), alors que, dans les rues adjacentes au lieu du rassemblement, des fascistes, casqués et armés, circulaient à leur aise.

A bout de deux heures, la sortie sous haute protection des adeptes du FN nous valut un chassé-croisé entre policiers, manifestants antifascistes et lepénistes. A l'occasion de cette soirée, il est à signaler que le secrétaire du groupe Georges-Cochon fut agressé violemment par quatre à cinq CRS alors qu'il tentait de les « corrompre verbalement » (Ndlr : Dans l'affaire, il s'en tire avec un doigt cassé).

En conclusion, l'écho républicain écrit « Quatre blessés, des vitrines brisées, cela ne s'était pas vu depuis les années 50 ». Que verrons-nous si le Front national continue à avoir des tribunes et des voix toujours plus nombreuses ?

Stéphane
(gr. Georges-Cochon de Chartres)

A Paris manif sans réussite

Arrière goût amer pour les seuls 3 000 à 4 000 antifascistes parisiens manifestant le mercredi 18 mars contre la venue de Le Pen au Zénith. Au rendez-vous près de la gare de l'Est, organisations et militants se demandaient s'il fallait se rallier ou non au trajet vers la Bastille ou persévérer vers l'avenue Jaurès et le Zénith. Les JCR (trotskystes) et les « scalpeurs » optèrent pour la première solution (soit un demi-millier de personnes).

En regard de l'absence de tout service d'ordre et de la présence de CRS bloquant les rues à quelques centaines de mètres de la gare, le gros des militants (LCR, FA, CNT, MRAP, UNEF-ID, Act up, Jeune Gauche, Ras-le-Front...) ont fini par suivre le trajet déterminé au préalable : gare de l'Est-Bastille.

C'est une manifestation sans entrain qui s'est déroulée sans trop de heurts jusqu'à République, bien que des incidents émaillèrent le trajet en queue de cortège en raison, notamment, d'un retour vers le gros de la manifestation des SCALP et des JCR qui, courus par les CRS et par une poignée de militants lepénistes, doublèrent le cortège pour se retrouver en tête à Bastille. Là des incidents violents avec ceux que les médias appellent les « casseurs » éclatèrent dès la dissolution.

Alors que les banderoles étaient repliées à la va-vite, la LCR, la mieux représentée pour l'occasion, dut affronter les hordes de CRS en prise avec quelques antifascistes radicaux frustrés de n'avoir pu se rendre au Zénith.

T. P. et C. N.

Associations

COLLECTIF LIBERTAIRE DU BOULONNAIS

Le Collectif libertaire du Boulonnais sort le premier numéro de son journal local, *La Mouette enragée*. Ce journal compte seize pages d'infos locales et d'analyses sur la situation dans le Boulonnais, et a pour titre : « Boulogne, l'envers du décor ». Prix : 7 F (+ frais de port).

La Mouette enragée c/o Caribou, BP 21, 62222 Saint-Martin-Boulogne.

TABLE RONDE DU CIRA DE MARSEILLE

Le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Marseille vous convie le vendredi 27 mars à 18 h 30 au 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines, à 100 mètres de la gare Saint-Charles) à une table ronde sur « L'Histoire du mouvement ouvrier », présidée par le professeur Émile Témine.

Seront présents pour animer cette table ronde : Marianne Enckell, animatrice du CIRA de Lausanne, qui présentera l'ouvrage *Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste* (éd. Ouvrières) ; Michel Cordillot, professeur à Paris-VIII, directeur des *Cahiers Charles-Fourier* et auteur de *Eugène Varlin*,

chronique d'un espoir assassiné (éd. Ouvrières) et Claude Pannetier, directeur de la collection « La Part des hommes » aux éditions Ouvrières et responsable du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* publié sous la direction de Jean Maitron.

CIRA, BP 40, 13382 Marseille cedex 13.

Permanences : mardi et jeudi de 15 h à 18 h, au 3, rue Saint-Dominique. Tél. : (16) 91.56.24.17.

JOURNÉES DE LA DISSIDENCE À PANTIN

Du vendredi 3 avril à partir de 20 h jusqu'au dimanche 5 avril à 18 h se dérouleront les « Journées de la dissidence » au local de l'association « Des Libertaires éditent », 20 avenue Weber (M° Quatre-Chemins), à Pantin, en Seine-Saint-Denis.

« RÉSISTANCE » À CHAMBÉRY

Résistance est un journal du collectif antifasciste de Chambéry - où les libertaires sont partie prenante - paraissant depuis le mois de janvier. Vous pouvez vous le procurer en écrivant à : *Résistance*, BP 24, 73087 Cognin cedex.

Faire une fé...
trop borgne, c...
tions lorraines...
de pourriture...
les merdes de...
magouilles fir...
à reniller sévé...
C'est le cat...
Nilvange (Mor...
ce véritable b...
veau et au b...
tions organis...
de conscienc...
radiophonique...
rock), WEI L...
langue et de

J. Yazigi

La question...
question d'un...
nent de publi...
constitué à ce...
pays depuis c...
dresse un tabl...
le terrain. Mai...
auxquelles so...
intentions des...
nales, qui tire...
Au-delà de...
réflexions sur...
tion de l'Etat...
parcouru de c...
raient jamais...
des forces ex...
il souligne en...
que les différe...
nel pouvaient...
c'était là une...
« Il représen...
ment d'un Ete...
musulmans, s...
mêmes oblig...
Yazigi se r...
carence, l'inc...
naïses. Sans...
arabe dans s...
puissances in...
lopper. Le liv...
que fait l'au...
libanaise.
Ecrit manif...
néanmoins a...
envie d'appro

« La...
J.-B.

J.-B. P...
tion liber...
personn...
copains :...
pas écrit...
lancé pa...
té). Dans...
ment de...
découvri...
ne. Il cor...
la vérité...
laisse au...
Tout e...
Pouy a é...
Fallet, ...
meilleu...
çais s'es

FÊTE ANTI-BEAUFS

Le rock monte au front

Faire une fête contre ce monde un peu trop borgne, c'est l'idée de cinq associations lorraines qui trouvent que « l'odeur de pourriture du racisme quotidien [...] et les merdes des calculs électoraux et des magouilles financières [...] commencent à renifler sévère ».

C'est le café culturel Le Gueulard de Nilvange (Moselle) qui servira de cadre à ce véritable bras d'honneur à l'ordre nouveau et au bordel actuel. Les associations organisatrices, l'ASOC (objecteurs de conscience), l'APERO (expression radiophonique), AMPER (expansion du rock), WEI LAAG NACH (défense de la langue et de la culture francique) et le

PAVE (Pour une alternative vers l'expression), souhaitent que le public vienne se « rafraîchir avec les idées d'interculturalité, de fraternité et d'insoumission à l'ordre établi ».

Deux jours de fête (vendredi 27 et samedi 28 mars) avec beaucoup de rock : Frankenstein (du rock allemand), Saarbruck libre (du rock francique de Sarre), Lolly Pop (du rock made in Nancy), ainsi que Sawuri (du reggae du Burkina-Faso) et un événement avec la venue du groupe gallois Anhrefn (power pop punk). Une fête très musicale mais ouverte aussi aux débats. Il sera question d'écologie et de combat pour l'environnement, le vendredi, et d'anti-beaufs, d'antifascisme et d'interculturalité, le samedi. Un bon moyen d'utiliser sa voix plutôt que de la donner à n'importe qui.

Cette fête s'annonce rock, anti-beaufs, libertaire, antimilitariste et effrontée. Voilà qui vaut de faire le détour par les gueulards bien vivants de la vallée de la Fensch.

Pascal Didier

N. B. : Fête anti-beaufs, vendredi 27 et samedi 28 mars à partir de 20 h 30 au café culturel Le Gueulard à Nilvange (Moselle). Entrée : 60 F. Renseignements au : 82.85.50.71. A noter également le samedi 28 mars, une fête Black, Blanc, Beur (journée antiraciste et antifasciste) à la salle Braun à Metz.

GÉOPOLITIQUE

« La Guerre libanaise »

J. Yazigi, éd. Messidor/Editions sociales

La question du Liban apparaît à beaucoup d'entre nous comme une question d'une complexité extrême. Messidor/Editions sociales viennent de publier un livre de Joseph Yazigi, *La Guerre libanaise*, qui constitue à ce titre une excellente introduction à la crise qui secoue ce pays depuis de nombreuses années. En 220 pages, l'auteur nous dresse un tableau extrêmement clair des forces qui se combattent sur le terrain. Mais surtout, il démonte les mécanismes des manipulations auxquelles sont sujettes les multiples milices locales et il dévoile les intentions des puissances - qu'elles soient régionales ou internationales, qui tirent les ficelles.

Au-delà de la simple question libanaise, l'auteur nous propose ses réflexions sur l'ensemble de la crise du Moyen-Orient, depuis la création de l'Etat d'Israël. L'une de ses thèses est que le Liban était certes parcouru de contradictions internes, mais que ces contradictions n'auraient jamais dégénéré en une guerre sanglante sans l'intervention des forces extérieures qui se sont efforcées d'attiser ces contradictions. Il souligne en particulier que le Liban était une démonstration vivante que les différentes composantes du pays multiculturel et confessionnel pouvaient cohabiter sans problème, et il suggère que précisément c'était là une des raisons pour lesquelles le Liban devait disparaître : « Il représente l'antithèse de la théorie sioniste refusant l'établissement d'un Etat démocratique pour tous ses habitants, chrétiens, juifs, musulmans, athées, jouissant tous des mêmes droits et soumis aux mêmes obligations. »

Yazigi se montre particulièrement décapant lorsqu'il dénonce la carence, l'incompétence et la corruption des autorités politiques libanaises. Sans concessions sur les contradictions internes au monde arabe dans son ensemble, il montre néanmoins que le dessein des puissances industrielles est d'empêcher les pays arabes de se développer. Le livre est intéressant enfin par l'analyse sans complaisance que fait l'auteur des forces sociales existantes dans la société libanaise.

Écrit manifestement avant la guerre du Golfe, ce petit livre fournira néanmoins au lecteur des éléments qui lui donneront certainement envie d'approfondir ses connaissances sur cette région.

René Berthier

POLAR

« La Belle de Fontenay »

J.-B. Pouy, Série Noire n° 2 290

J.-B. Pouy est l'auteur de plusieurs polars d'inspiration libertaire. Dans ce livre, il sante le pas puisque son personnage est un membre de la CNT/FAI, qui a des copains à la Fédération anarchiste ! Pourtant, Pouy n'a pas écrit un livre militant ou même politique (il nous lance parfois quelques piques sans aucune méchanceté). Dans *La Belle de Fontenay*, Enric cultive tranquillement des patates dans son jardin ouvrier, lorsqu'il découvre sur son lopin de terre le cadavre d'une lycéenne. Il commence alors sa propre enquête car la quête de la vérité est une chose trop importante pour qu'on la laisse aux policiers...

Tout en utilisant les ficelles du roman noir classique, Pouy a écrit, ici, un bouquin populiste, un peu à la René Fallet, un peu Loufouque aussi, en tout cas l'un des meilleurs de sa production. Qui a dit que le polar français s'essouffait ?

Yves B.

Projection du film

« Un Autre futur »

(témoignage sur les anarchistes espagnols de 36)

Réalisateur : Richard Prost

• TOULON

Vendredi 27 mars - 20 h
salle Mozart.

(A l'initiative du groupe
Région-toulonnaise de la FA).

Les Indiens du Nicaragua

En cette année commémorative, célébrant la « découverte » de l'Amérique, il est intéressant de se procurer la brochure *Sandinisme et minorité ethnique : la gauche latino-américaine face au mouvement indien*, publiée en 1989 par le groupe Salvador-Haro de la FA et l'association « Les Amis de Pierre-Kropotkine ». Cette brochure rapporte et analyse l'attitude pour le moins ambiguë du pouvoir sandiniste à l'égard des minorités indiennes.

On peut se procurer la brochure à la librairie du Monde Libertaire. Elle coûte 20 F.

« Ecrits politiques »

Albert Einstein, éd. Seuil/CNRS

Les scientifiques qui réfléchissent sur autre chose que leur spécialité sont rares. Parmi eux, ceux qui abordent les thèmes sociaux et politiques sont encore plus rares. Et quant à ceux qui le font d'une manière claire, non dogmatique !... Albert Einstein est de ceux là ! Sa vie durant, son obsession aura été la paix puisqu'il débute sa « carrière politique » en 1914 en signant avec seulement trois autres scientifiques allemands (il réside alors à Berlin) un *Appel aux Européens*, qui est une réponse au belliste *Manifeste au monde civilisé*, signé, lui, par 4 000 intellectuels allemands, et qu'il termine cette « carrière » en signant, peu avant sa mort en 1955, un *Appel pour l'abolition de la guerre*. Mais il prend position sur bien d'autres sujets et s'engage dans à peu près tous les domaines. Un jour, il va signer un appel (1925) en faveur des prisonniers politiques du Secours Rouge. Le lendemain, il prendra position en faveur des minorités nationales. Et le surlendemain, il se déclarera partisan du droit à l'avortement ; demandera que l'homosexualité ne soit plus poursuivie par la loi ; soutiendra les antifascistes espagnols assiégés dans Madrid par les troupes franquistes.

Comme on le voit, Einstein se mêle pratiquement de tout. Mais là n'est pas l'essentiel ! Einstein, en effet, quand il aborde un problème ne se contente pas de l'effleurer. Il s'y enfonce corps et âme, avance, recule, fait un pas de côté... et n'a de cesse de faire progresser le « schmilblick », fusse en remettant en question ce qu'il pensait antérieurement.

C'est ainsi que pour avoir dénoncé sans relâche le nazisme, il n'en affirme pas moins : « Je suis convaincu que seules des mesures efficaces contre le

chômage et l'insécurité économique de l'individu peuvent réellement écarter le danger fasciste... Il faut abandonner l'idée erronée et dangereuse que l'on viendra à bout du danger fasciste par des mesures purement politiques. Et ce en 1939 !

C'est ainsi également que tout en dénonçant le capitalisme et sa pseudo-alternative qu'était le stalinisme (qu'il associera au nazisme) il prendra clairement position pour le socialisme en le définissant comme la socialisation des moyens de production, mais sous le contrôle de l'ensemble des citoyens, et il écrira : « *Seuls un combat politique constant et une vigilance de tous les instants peuvent créer et maintenir une telle situation* ». C'est ainsi, encore, qu'à propos de la Palestine, malgré son enthousiasme pour les colons juifs, il s'opposera fermement à la partition en affirmant que « *l'avenir de la Palestine passe par la coopération pacifique des deux peuples dont elle est la patrie* ». Et c'est ainsi, enfin, qu'après l'épisode du nazisme, qu'il subit jusqu'en 1934 (date de son départ pour les Etats-Unis) il reconsidéra ses positions sur le pacifisme, passant d'un soutien à l'objection de conscience à la désertion... à une « militance » en faveur d'un gouvernement mondial seul apte à ses yeux à garantir une paix armée.

Au bout du compte, mais vous devez vous en douter un peu, ce livre qui est constitué par des lettres et des textes de manifestes et d'appels, est tout bonnement passionnant car il nous fait découvrir un homme qui réfléchit constamment à voix haute et qui plus est en termes incroyablement intelligibles.

Jean-Marc Raynaud

HARD CORE

Tronçonneuses et hurlements

NON, le hard core n'est pas mort ! Certes, des groupes ont cessé de vivre (DK, Black Flag...) ou se sont rangés (Adolescents), mais d'autres maintiennent encore le cap et demeurent fidèles au crédo : « *si le hard core n'était que de la musique, ce serait de la merde* ». Quelques disques récemment sortis le prouvent...

Rayon musique lourde et propos rebelles : Poison Idea. Après un album superbe sur Jungle Hop (*Feel the darkness*), ce groupe pilier de la scène hard core américaine revient avec une galette de 19 titres en concert issus de leurs différents albums (dont leurs célèbres brûlots anti-flics *The Badge* et *Cop an attitude*). C'est méchant, bruyant et... pas trop cérébral quand même !

Rayon propos lourds (de sens) et musique rebelle (à tout étiquetage) : 2 Bad, Tumor Circus et No Means no. XMIST Records a eu la bonne idée de rééditer en un CD les deux albums de 2 Bad : Musique sombre, lourde d'où surgit un saxo et la voix de Lee, cris pessimistes devant nos oppressions quotidiennes et l'indifférence de nos contemporains (*I didn't think so, Power...*). A éviter si on est dépressif !

Inclassable, Tumor Circus l'est. Jello Biafra (ex-Dead Kennedys) continue ainsi sa carrière de compositeur-parolier incendiaire accompagné par différents musiciens de la scène alternative nord-américaine. Après Doa, No Means

no et Ministry, il a débauché l'espace de quelques disques les membres de Steel Pole Bath Tube pour fonder Tumor Circus. Neuf titres se succèdent sur ce CD : musique riche, inventive, rampante, sur laquelle Jello Biafra s'en prend à l'américan way of life et à la Majorité morale qui surveille outre-Atlantique tout ce qui respire différemment !

Les canadiens de No Means No se situent dans la même mouvance que les deux groupes

complètes de Minor Threat (dont deux des membres ont créé ce label) et Gray Matter, deux groupes politisés et actifs dans les luttes antiracistes de Washington DC. Notez enfin la sortie de deux 45 t. : *The Demo Days* de Nations on Fire (HC Trash, avec David des Scraps au chant) et *Grand illusion* de Conspiracy of Equals (HC). Ces deux 45 t. sont les deux premières productions d'un jeune label parisien (The Crab Song) qui espère en sortir une par mois ! Qui vivra, verra ! Qui soutiendra, verra.

Patsy (gr. Milly-Witkop - Nantes)

« Non, le hard core n'est pas mort ! »

précités. Les frères Wright, multi-instrumentistes de génie, confectionnent depuis plusieurs années un cocktail détonnant de hard core et de jazz rock. Leur dernier album, *0 + 2 = 1* (énigmatique équation à l'image de leur musique !) est un petit bijou d'intelligence et d'humour (*The Valley of the blind*). Parallèlement, est également disponible un double album *live* enregistré en Finlande et en Hollande : le groupe n'a rien perdu de sa richesse musicale et y gagne en puissance.

Si vous êtes nostalgiques, Dischord Rds a pensé à vous en rééditant les discographies

Pour vous procurer tous ces disques CD, adressez-vous à Katakomb, 57, rue Saint-Vivien, 76000 Rouen et Crab Song, BP 77, 75623 Paris cedex 13 (vous pouvez souscrire pour aider Crab Song à sortir ses 45 L).

Théâtre Clavel

Marie-Josée Vilar

26, 27, 28 mars
20 h 30
3, rue Clavel, 75019 Paris.
Tél. : 42.38.22.58

Prix : 70 & 90 F

RENDEZ-VOUS

AUBAGNE
Constitué depuis quelques mois, le groupe FA d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) vient de se doter d'une adresse où le rejoindre : Groupe Idée Noire, BP 47, 13672 Aubagne cedex. Par ailleurs, le groupe tient une table de presse chaque 1^{er} samedi du mois (en matinée) sur le marché d'Aubagne.

BOURGOIN-JALLIEU
Une exposition sur le thème : « 15 ans d'archives anarchistes sur Bourgoin-Jallieu » se tient durant tout le mois de mars, au 20, rue Joseph-Seigner. Cette expo est à visiter aux heures de permanence : le lundi de 18 h à 19 h, le vendredi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h 30 à 18 h. C'est une bonne façon de se rencontrer et de discuter.

CHARTRES
Le groupe Georges-Cochon rappelle qu'il tient une permanence chaque premier mercredi du mois à l'hôtel Mallesysie entre 20 h 30 et 22 h.

LA GARDE
Les 4 et 5 avril à la Garde (Var), dans le cadre de la « Fête du Livre », le groupe Région-toulonnaise de la FA tiendra un stand à la salle Gérard-Philippe. Il vous convie à venir nombreux le rencontrer.

NIMES
Retrouvez les militants du groupe Henri-Marius chaque mercredi sur Radio-Typ (102,5 FM), dans le cadre de l'émission « Emergences » (19 h 30 - 21 h).

LE MANS
Le groupe FA organise une réunion-débat sur l'anarchisme le jeudi 26 mars à la faculté de Sciences (salle P1 ou P2) à 12 h 30.

TOULOUSE
Dans le cadre de ses conférences-débats mensuelles destinées aux sympathisants, le groupe Albert-Camus abordera le jeudi 2 avril à 20 h 30 « L'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ». Rendez-vous à notre local, situé au 39, rue Peyrolières à Toulouse.

THONVILLE
La FA est présente sur Thionville. Pour contacter le groupe local, actuellement dépourvu de boîte postale et d'adresse publique, écrivez à l'attention du groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy par le biais des Relations Intérieures de la FA (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

VENDÔME
Une liaison vient de se créer à Vendôme (Loir-et-Cher). Les personnes désirant la contacter peuvent le faire par l'intermédiaire des relations intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

PARUTIONS

PRESSE
Le n° 3 de la revue *Noir* (organe de L'Union régionale Méditerranée) est disponible au prix de 10 F (port compris) et 60 F l'abonnement pour 6 numéros aux adresses suivantes :

- groupe Ascaso-Durruti : 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (permanence le samedi de 15 h à 18 h) ;
- CECL : BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex ;
- ADCL : 8, rue Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice (permanences le mercredi et le samedi de 15 h à 18 h).

PRESSE
Le n° 87 (mars 1992) de *Contre vents et marées* vient de sortir. Au sommaire : les élections, l'anarchisme en URSS (2^e partie), la crise des banlieues, CVM à 10 ans.

Vous pouvez l'acheter au prix de 5 F à « Contre-Courants », Saint-Alban-de-Roche, La Ladière, 38 300 Bourgoin-Jallieu, ou la librairie du Monde Libertaire. Soutenez CVM en vous y abonnant au prix de 50 F (les chèques sont à libeller à l'ordre de « Contre-Courants »).

Ciné sélection

John Cassavetes : un éclair d'entre les ténèbres

Dans la nature, à tout poison, il existe un contrepoison. Face à la propagande des illusions animées qu'est le cinéma nord-américain, des hommes libres et indépendants secrètent des antidotes. Face aux machines débilatantes et aliénantes, ils créent un univers simple, tout proche du nôtre. John Cassavetes est un de ces auteurs. A leur lecture, ses films bouleversent toujours et toujours. Hélas, ils ont été longtemps absents de nos écrans. Droits d'exploitation riment avec dollars

et le public, de la rareté, crée un mythe. De ses ombres et de ses facettes nous dûmes nous contenter. Mais souvent, le temps bonifie l'absence et aujourd'hui la réédition de cinq films de cet admirable homme de cinéma qu'était John Cassavetes est une réelle (re)découverte. Les cinq films en question sont : *Shadow* (1958), *Faces* (1968), *Une femme sous influence* (1975), *Meurtre d'un bookmaker chinois* (1976-1978), *Opening night* (1978).

De *Shadow* à *Big trouble* (1986), toute l'œuvre ne nous parle que de l'être humain avec ses petites misères mais surtout avec sa splendeur. Acteur jeune et prometteur, il n'hésite pas et passe rapidement à la réalisation, aidé en cela par un appel à la radio qui lui permet de financer partiellement sa première expérience filmée : *Shadow*. Inédit ou presque, ce premier long métrage est la genèse de toute son œuvre. Comme on dit d'un romancier qui écrit et réécrit toujours le même roman, *Shadow* contient en germe tous les thèmes fondamentaux de ce cinéaste : des lieux, des hommes, des femmes, des vies, des sentiments... et puis la musique. Une certaine réalité qui tutoie la nôtre. Dans son premier long métrage, New York est filmé dans son quotidien comme un simple décor avec une vie grouillante où les trajectoires humaines plongent dans la solitude et le désespoir. Cette mégapole appartient immédiatement à la distribution au même titre que ces acteurs néophytes qui hantent cette expérience comme il est dit au générique. John Cassavetes travaille son scénario comme un vaste champ expérimental où se crée une conception nouvelle et plus libre du cinéma. Dans un Hollywood au bord du gouffre, il ressemble un peu aux cinéastes de la Nouvelle vague. Avec du matériel plus léger, avec un sens inné du cadre, de l'image et de la direction d'acteurs, il entra par effraction dans le grand cirque du septième art. Après deux films, un peu

ratés pour diverses raisons (il renie *Un enfant attend* (1963) car il ne peut faire le montage à sa guise ; faiblesse du scénario pour *La ballade des sans espoirs* (1961)) avec Hollywood, il entreprend *Faces* en 68. Autofinancé, ce remarquable film met en place le système « cassavetien » où l'énergie du réalisateur prendra toute sa mesure et son éclatante beauté ! Adeptes d'un cinéma quasi-tribal, il entraîne dans son ivresse vertigineuse Gena Rowlands (sa femme), ses enfants, sa famille entière, sa propre maison, mais aussi ses fidèles amis. Lire les génériques devient, dès lors, un jeu passionnant où nous retrouvons les mêmes noms mais à des emplois différents. Bien souvent, un acteur devient producteur ou caméraman et vice-versa. D'où une démythification de la technique cinématographique : elle n'est qu'un moyen pour dire. *Shadow*, une nouvelle fois, est référentiel. Petit budget, filmé en seize milli-

mètres et en noir et blanc souvent caméra à l'épaule, ce film sème le devenir de l'œuvre : les relations entre les individus (ici la communauté noire face à la blanche), un certain quotidien, la mise en lumière et en scène d'une classe moyenne, l'Amérique terre d'immigration, les rapports œdipiens entre frères et sœurs mais aussi la musique ; ici le jazz avec Charlie Mengus et Shafi Hadi. Rythme urbain, le jazz influe fortement sur le montage des images. En fait, le tempo de ces films est musical dans le sens où la musique est un flux sensitif : un courant entre les hommes ! Comme l'amour, autre courant, autre flux, est au cœur des interrogations de ce fils d'immigré grec. Dans la vie avec Gena Rowlands, son actrice ou dans le simulacre de la vie qu'est le cinéma, rarement, un cinéaste nous dit aussi cruellement, parfois hystériquement ou tendrement l'importance de l'amour. Dans de longs plans séquences où explose une violence née de l'incompréhension ou de la peur

face à l'expression des sentiments, l'amour est l'unique vérité de notre errance terrestre. Elle est contenue dans de longs plans où le temps étiré donne aux scènes ampleur, passion, dérive jusqu'à la folie même, comme dans *Une femme sous influence*. Le tout inévitablement sous l'effet d'alcool, ce révélateur qui brise, verre après verre, nos inhibitions.

Passionné et généreux, John Cassavetes s'est éteint le 3 février 1989, emporté, un peu comme l'un de ses héros, par ce flux. Autre problématique, autre besoin qui sûrement cachait la difficulté d'être, d'aimer, de créer...

Pour lui survivre, il nous reste douze longs métrages : une œuvre lumineuse comme celle de Jean Vigo, un peu plus courte hélas, mais essentielle. Des moments de vie intenses où nous entrons sans jamais vraiment en sortir une fois passées les portes des salles. Espaces lumineux, l'écran est comme la vie : un éclair d'entre les ténèbres... comme l'œuvre de John Cassavetes.

Salim de « Fondu au Noir »

Pour « Le Monde libertaire », un soutien pratique : l'abonnement !

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Squatters à la rue, Expulsions de squatters : l'offensive de printemps ! (suite p. 3), Mutations africaines (suite p. 4), Edito : Ils ont voté, et après ?
- PAGE 2 : Lettre ouverte au secrétaire de la Bourse du travail.
- PAGE 3 : Expulsions de squatters : l'offensive de printemps ! (suite de la « une »), Abdelhamid Hakkar : rappel d'une affaire à suivre, « Echos de presse ».
- PAGE 4 : Humeur, Brèves internationales, Timor-Est.
- PAGE 5 : Mutations africaines (suite de la « une »), Afrique du Sud : La fin de l'apartheid ?
- PAGE 6 : Les dockers de Saint-Nazaire, Manifestations anti-Le Pen (Nice, Chartres, Paris), « Associa-tions ».
- PAGE 7 : Le rock monte au front, « La Guerre libanaise » de J. Yazigi, Polar : « La Belle de Fontenay » de J.-B. Pouy, « Ecrits politiques » d'Albert Einstein, Tronçonneuses et hurlements.
- PAGE 8 : « Ciné sélection » : John Cassavetes : un éclair d'entre les ténèbres, Le dessin de la semaine, Infos FA.

Le dessin de la semaine

